



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

Grenoble, le 10 février 2012

Service protection de l'environnement
22 avenue Doyen Louis Weil – Grenoble

Affaire suivie par : Suzanne BATONNAT
Téléphone : 04.56.59.49.21
Télécopie : 04.56.59.49.96
courriel : suzanne.batonnat@isere.gouv.fr

f

ARRETE

DE MISE EN DEMEURE N° 2012-041-0010

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau » modifiée ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société MODUS VALORIS pour son activité concourant à l'exploitation d'une plate-forme de maturation de mâchefers sur le territoire de la commune de BOURGOIN JALLIEU ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010, d'autorisation d'extension et d'exploitation qui a complété et abrogé les dispositions prévues antérieurement par l'arrêté d'autorisation n° 97-4935 du 23 juillet 1997 ;

VU le rapport en date du 6 janvier 2012 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, (reçu le 23 janvier 2012), rédigé à la suite d'une visite d'inspection approfondie effectuée le 22 décembre 2011 sur le site et proposant de mettre en demeure la société susvisée de satisfaire au respect de plusieurs des prescriptions techniques imposées par l'arrêté d'autorisation d'extension précité ;

- l'article 1.2.4.5 – étanchéification des aires de stockage
- l'article 4.2.1 – canalisation des eaux pluviales
- l'article 5.1.3 – condition de stockage des déchets
- l'article 9.1.3.1 – lancement de l'action RSDE
- l'article 2.3.2.2. – écrans visuels
- l'article 1.2.3.4 – durées de stockage
- l'article 1.2.4.4 – traçabilité des lots mensuels de mâchefers

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – La Société MODUS VALORIS est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 portant autorisation d'exploitation de sa plate-forme de maturation de mâchefers située à BOURGOIN JALLIEU, en ce qui concerne les dispositions des articles ci-dessous énoncées dans les délais indiqués, à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 1.2.4.1.1 – capacité de stockage des mâchefers valorisables limitée à 100 000 tonnes – cette régularisation devra être achevée au 15 août 2012 en respectant les échéances intermédiaires suivantes : stockage maximal de mâchefers valorisables de 200 000 tonnes au 1^{er} avril 2012 et de 130 000 tonnes au 1^{er} juillet 2012,
- l'article 1.2.4.5 – étanchéification des aires de stockage – selon un échéancier décalé de 4 mois par rapport à celui imposé pour la capacité de stockage,
- l'article 4.2.1 – canalisation des eaux pluviales – selon un échéancier décalé de 4 mois par rapport à celui imposé pour la capacité de stockage,
- l'article 5.1.3 – condition de stockage des déchets – dans le délai d'1 mois,
- l'article 9.1.3.1 – lancement de l'action RSDE (Recherches de Substances Dangereuses dans l'Eau)- dans le délai d' 1 mois,
- l'article 2.3.2.2. – écrans visuels.- dans le délai de 3 mois ,
- l'article 1.2.3.4 – durées de stockage – immédiatement,
- l'article 1.2.4.4 – traçabilité des lots mensuels de mâchefers – immédiatement.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application des articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de LA TOUR- DU- PIN , le Maire de BOURGOIN-JALLIEU et l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes (DREAL) sont

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MODUS VALORIS.

GRENOBLE, le 10 FEV. 2012

POUR LE PREFET

*Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT

